

Arrêt

n° 351 381 du 11 août 2026
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HAENECOUR
Rue Sainte Gertrude 1
7070 LE ROEULX

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 septembre 2025, par X, qui déclare être de nationalité tunisienne, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 6 août 2025.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « *loi du 15 décembre 1980* »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 26 septembre 2025 avec la référence X.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 3 juin 2026 convoquant les parties à l'audience du 26 juin 2026.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. HAENECOUR, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *loco* Me S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Remarque préalable.

1. L'article 5.12, § 3, de la loi du 17 juin 2026 relative au Conseil du Contentieux des Etrangers (publiée au Moniteur belge du 19 juin 2026), dispose comme suit : « *Pour tous les recours pendants devant le Conseil à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour lesquels une audience a déjà été fixée en application de l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980 ou pour lesquels une procédure au sens de l'article 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3 de ladite loi est déjà appliquée, la procédure se déroule conformément aux dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Le pouvoir d'investigation limité visé à l'article 43 du règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration ne s'applique pas* ».

Le présent recours est donc traité conformément aux anciennes règles susmentionnées de la loi du 15 décembre 1980.

2. Par ailleurs, le Conseil relève que les renvois, dans le présent arrêt, à des dispositions matérielles de la loi du 15 décembre 1980 portent sur ces dispositions telles qu'elles étaient applicables avant la publication de la loi du 16 juin 2026 modifiant la loi du 15 décembre 1980 (également publiée au Moniteur belge du 19 juin 2026) en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne, soit au moment où la partie défenderesse a pris l'acte attaqué.

II. Faits pertinents de la cause.

1. Le 25 novembre 2021, la partie requérante a introduit une demande de visa aux fins de mariage auprès de l'ambassade belge à Tunis (Tunisie), dans le but d'épouser Madame [X.], de nationalité belge.

Le 2 mars 2022, le visa lui est accordé pour une période allant du 8 mars 2022 au 21 juin 2022. Le 13 mars 2022, la partie requérante déclare être arrivée sur le territoire belge auprès de la commune de Boussu.

2. Le 8 juin 2022, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en tant que conjoint de Mme [X.], de nationalité belge.

Le 28 novembre 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20) au motif que la personne lui ouvrant le droit au séjour ne répond pas à la condition de « ressources stables suffisantes et régulières » exigée par l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

Par l'arrêt n° 287 680 du 22 mai 2025, le Conseil a annulé cette décision.

3. Le 8 juillet 2025, la partie requérante complète sa demande.

4. Le 6 août 2025, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter (annexe 20).

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« o l'intéressé(e) ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union :

Le 08.06.2022, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de conjoint de [Madame X.] (NN [...]), de nationalité belge, sur base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien d'alliance avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la condition de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers exigée par l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement étayée.

En effet, les revenus [du requérant] (contrat de travail du 24/06/2025 et promesse d'embauche du 18/06/2025) ainsi que les revenus de madame [Y.] ([...]) ne sont pas pris en considération dans l'évaluation des moyens de subsistance au sens de l'article 40ter de la Loi du 15/12/1980.

En effet, selon l'arrêt de la Cour constitutionnelle 149/2019 du 24 octobre 2019, « l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », tant dans la version antérieure que dans la version postérieure à sa modification par la loi du 4 mai 2016 « portant des dispositions diverses en matière d'asile et de migration et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers », ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution dans l'interprétation selon laquelle les moyens de subsistance dont le regroupant belge n'ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son conjoint puisse obtenir un droit de séjour doivent être exclusivement les moyens de subsistance personnels du regroupant. » Cette disposition est confirmée par la décision du Conseil d'Etat n°259979 du 3 juin 2024 selon laquelle « ..., le texte de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 est clair et il n'y a pas de doute quant au fait que le législateur a décidé que les moyens de subsistance du regroupant belge, n'ayant pas fait usage de son droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, doivent émaner de ce regroupant. »

De plus, les allocations familiales versées à madame [X.] ne peuvent être prises en considération. En effet, en vertu de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, les moyens provenant du revenu d'intégration sociale, de l'aide sociale financière, des allocations familiales de base et suppléments, des allocations d'insertion professionnelle et de l'allocation de transition ne sont pas pris en compte comme moyens de subsistance.0

Par ailleurs, la personne qui ouvre le droit au séjour dispose actuellement d'un revenu mensuel maximum de 1793,73€ (attestation de chômage) ; ce qui est inférieur au montant de référence de 120% du revenu d'intégration sociale tel que prescrit par l'article 40ter de la Loi du 15/12/1980 (soit un montant actuel de 2.131,28€).

Dès lors et en vertu de l'article 42 §1, alinéa 2 de la loi du 15/12/1980, l'administration doit déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics.

Dans son arrêt n°293 460 du 1er septembre 2023 (affaire 293 443/I), le Conseil du contentieux des Etrangers « rappelle à cet égard que c'est à l'étranger qui se prévaut d'une situation – en l'occurrence, le fait de satisfaire aux conditions mises au séjour sollicité- qu'il incombe d'informer l'administration compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur celle-ci. S'il revient à l'administration, le cas échéant, de permettre à l'étranger de compléter son dossier, cette obligation doit toutefois s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer l'autorité administrative dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie. Or, il ressort du dossier administratif que suite à sa demande de carte de séjour en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, la requérante a été mise en possession d'une annexe 19ter, ... , dans laquelle, l'autorité communale lui a indiqué, expressément et de manière lisible, que « si les moyens de subsistance ne sont pas équivalents à 120% du revenu d'intégration sociale d'une personne avec famille à charge, la preuve des moyens de subsistance du Belge doit être accompagnée de documents relatifs aux dépenses mensuelles du Belge et des membres de sa famille (coûts fixes et variables) ».

La personne concernée a produit des factures relatives aux dépenses de consommation d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphonie, soit un total de 355,62€ mensuel. La personne concernée a également produit une déclaration de madame [Y.] concernant la mise à disposition du logement.

Au regard des différents éléments produits, l'Office des Etrangers est dans l'impossibilité d'établir le solde des revenus dont dispose madame [X.], sachant qu'une partie des dépenses mensuelles (frais d'alimentation, frais médicaux, d'habillement, d'assurances,...) n'a pas été produite malgré la demande de documents complémentaires envoyées le 10/06/2025. Notons également que le ménage est composé de quatre personnes.

En conséquence, les revenus de la personne qui lui ouvre le droit au séjour ne peuvent être considérés comme suffisants au sens de l'article 42 §1 de la loi du 15/12/1980.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 40ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée ».

III. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique de la violation :

« - De l'article 40bis, de l'article 40ter et de l'article 42 §1er de la LSE

- Des principes généraux de droit administratif de bonne administration en ce compris le droit d'être entendu/audi alteram partem, le devoir de soin et de minutie, le principe de la collaboration procédurale, le principe de prendre en considération tous les éléments connus ou qui auraient dû être connus de l'administration, le principe de la confiance légitime, le principe de prudence et de précaution, de l'obligation de procéder à un examen concret, complet, attentif, loyal et sérieux des circonstances de la cause, du défaut de motivation (articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la LSE) ».

En termes de mémoire de synthèse, elle indique qu'elle réside avec son épouse, laquelle dispose d'une indemnité de chômage d'approximativement 1.793 euros et recherche activement de l'emploi. Elle ajoute qu'elle dispose personnellement d'un revenu de 2.111,89 euros bruts mensuels (dans le cadre d'un contrat de travail signé le 24 juin 2025 avec promesse d'engagement sur statut ordinaire par l'employeur final au terme de l'engagement actuel). Elle explique qu'au jour de l'envoi des documents, elle n'avait pas encore perçu son premier salaire, mais qu'elle aurait pu déposer la preuve du premier versement, intervenu avant la prise de la décision litigieuse, *in tempore non suspecto*. Elle précise que ce versement, et les suivants, sont effectués sur un compte commun ouvert aux noms des deux époux.

Elle indique que la partie défenderesse disposait d'un délai de six mois pour prendre une nouvelle décision, mais a adopté la décision attaquée seulement trois mois après le début de ce délai, et ajoute que la partie défenderesse lui avait affirmé qu'elle disposait encore de plusieurs semaines pour déposer des pièces complémentaires. Dès lors, elle estime ne pas avoir été en position de déposer des pièces complémentaires qui auraient pu amener la partie adverse à prendre une autre décision.

En réponse aux observations de la partie défenderesse dans sa note, la partie requérante soutient maintenir ses contestations à l'égard de la décision attaquée.

En particulier, elle souligne que si, par hypothèse, ses revenus propres et ceux de sa belle-mère ne peuvent être pris en considération de manière directe, ses revenus sont versés sur un compte commun, également au nom de la regroupante. Par ailleurs, elle soutient que ces revenus, et partant l'absence de charge que constituent ces personnes, devaient être pris en considération au moins dans le cadre de l'évaluation des revenus, *in concreto* du ménage, conformément à l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Elle affirme que, dans sa note d'observations, la partie défenderesse peine à justifier qu'elle a légitimement pu écarter, de manière générale, les revenus qui n'étaient pas directement ceux de l'ouvrant droit.

IV. L'audience.

À l'audience, la partie requérante a invoqué l'enseignement de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n°38/2026.

La partie défenderesse s'est quant à elle référée à la justice s'agissant de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, et pour le reste, à sa note d'observations.

V. Décision du Conseil.

1. Sur le moyen unique, le Conseil relève que le développement jurisprudentiel récent le plus pertinent réside dans l'arrêt n° 38/2026 du 2 avril 2026 par lequel la Cour constitutionnelle a jugé comme suit :

“ Les articles 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, et 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », dans leur version applicable dans les affaires pendantes devant les juridictions a quo, dans l'interprétation selon laquelle les moyens de subsistance dont le regroupant familial belge n'ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son partenaire puisse obtenir un droit de séjour doivent être les moyens de subsistance personnels du seul regroupant, violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les mêmes dispositions, interprétées en ce sens que les moyens de subsistance dont le regroupant familial belge n'ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son partenaire puisse obtenir un droit de séjour ne doivent pas être les moyens de subsistance personnels du seul regroupant, ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme”.

Par cet arrêt, la Cour constitutionnelle a confirmé la lecture de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 effectuée par la partie requérante.

Si la Cour constitutionnelle s'est prononcée, dans son arrêt n° 38/2026, dans le cadre d'un regroupement familial fondé sur des liens de famille légèrement différents, cette circonstance ne fait toutefois pas obstacle à un raisonnement par analogie en l'espèce.

Le Conseil estime dès lors qu'il convient d'interpréter cet article de la même manière.

A la lecture de la décision attaquée, le Conseil constate en effet que la partie défenderesse n'a pas pris en considération les revenus émanant du demandeur, ainsi que ceux émanant de sa belle-mère, qui fait partie du ménage, dans l'évaluation des moyens dont la personne rejointe doit disposer, pour le motif déterminant tenant à leur provenance.

Ce faisant, la partie défenderesse a méconnu, s'agissant de décision attaquée, l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980.

2. Il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé, dans les limites exposées ci-dessus, et doit conduire à l'annulation de la décision attaquée.

3. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

VI. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 6 août 2025, est annulée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de deux cent cinquante-et-un euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze août deux mille vingt-six par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY